

## EMPLOI À SKIKDA

## L'Awem envahie par les jeunes

**L'agence de l'Awem connaît ces jours-ci un afflux important de chômeurs pour des raisons de distribution de postes d'emploi au niveau de quelques complexes de la plate-forme pétrochimique.**

La mobilisation des forces de l'ordre a été nécessaire pour prévenir toutes actions de nature à troubler l'ordre public. Les récurrents reports de lancement de projets à caractère industriel apportent de l'huile sur le feu, et qu'un déficit sur le plan de la communication rend encore plus mystérieux. En dépit de cela, la sagesse a toujours prévalu à ce jour, mais n'empêche qu'une tension couve au sein de la catégorie des jeunes, ce qui nécessite une prudence plus particulièrement lors de l'attribution du fameux bulletin.

Ces derniers évoluant au milieu d'un environnement industriel et économique d'envergure, n'admettent pas la continuelle hausse des indices du chômage, «on n'a eu que pollution atmosphérique et chômage de cette zone industrielle» dira dépité un diplômé employé dans le cadre du pré-emploi en dépit d'un profil «moderne» : il est licencié en management. Deux complexes, RA1K et CP1K, ont lancé un plan d'embauche. La raffinerie de Skikda aura à recruter 29 employés, 12 instrumentistes, 8 licenciés en finances, 5 ingénieurs en

mécanique et 4 soudeurs. Le concours se tiendra incessamment, les candidats présélectionnés par l'agence de wilaya de la main-d'œuvre, ont déjà rempli les formulaires nécessaires au niveau de la direction des ressources humaines.

Pour sa part, le complexe des matières plastiques, relevant de l'Enip, a arrêté un programme visant à combler quelques départs en retraite et celui massif des recrues dans le cadre du plan de relève de 2004, «un sacré coup pour l'entreprise, ce départ prématuré des diplômés vers d'autres sociétés.

L'Enip doit réviser sa politique salariale en prônant des mesures plus incitatives pour ses employés, car ces derniers sont les moins rémunérés à l'échelle du secteur des hydrocarbures» nous dira un cadre de l'Enip. La trentaine de postes sont répartis de la manière suivante, par spécialité : les ingénieurs (économie pétrolière, électromécanique, électrotechnique «réseau électrique», process «raffinage», chimie industrielle, génie électrique, sécurité industrielle, mécanique et métallurgie), les TS et DEUA (santé, informatique de gestion, électrotechnique «contrôle industrielle», électromécanique, industrie pétrolière, pétrochimie et HSE), les licenciés (sciences commerciales et comptabilité). Déjà, les armes s'affûtent pour dénicher ces postes. En mars, selon les prévisions, on apprend de sources concordantes que l'Enip lancera un plan de relève de plus de

200 postes d'emploi dans différentes spécialités. Par ailleurs, d'autres entreprises ont lancé un recrutement en faveur de quelques spécialités très demandées dans les chantiers de construction. Pour l'exemple, GTP, Batigec et Condotte l'italienne ont formulé des offres pour les coffres, une cinquantaine sera recrutée. Les lenteurs dans les procédures de recrutement, lenteurs bureaucratiques s'entend, font que les jeunes candidats patientent des mois pour débiter le boulot. Pire, des candidats munis du bulletin de l'Awem n'ont pu être recrutés par l'employeur Condotte en l'occurrence, et ce, depuis près de deux mois. D'autres ont été licenciés sans raison apparente, une semaine seulement après leur embauche. A la lumière de ces données, le rôle de l'inspection du travail est engagé par sa mission de contrôle.

Il n'en demeure pas moins que l'emploi à Skikda reste l'otage d'un manque d'investissements en mesure de répondre aux besoins effectifs des jeunes diplômés et des sans qualification. L'éternelle disproportion entre l'offre et la demande est là aussi pour témoigner de la difficile tâche de procéder à la présélection, «on essaie toujours de mettre sur la liste des placements le plus grand nombre de candidats possibles» selon les dires du directeur de l'Awem. Les critères de la sélection sont un autre sujet.

Zaid Zoheir

## SIDI-BEL-ABBÈS

## Trafic de chardonnerets

Au cours de la semaine dernière, les services de police ont intercepté, lors d'un contrôle de routine à un point de barrage érigé à la sortie du chef-lieu Sidi-Bel-Abbès, une personne transportant 50 chardonnerets en direction d'Oran.

La personne a été arrêtée et les chardonnerets saisis ont été remis le 9 janvier dernier à la conservation des forêts qui a procédé à leur lâcher dans la nature. Le chardonneret (le meknine en langue arabe) vit surtout dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, à Telagh, Merine etc. Cette espèce protégée par des textes et dont la capture est réprimée par la loi de la chasse reste très convoitée par certains qui s'adonnent à son trafic. Un réseau de collecte de chardonnerets dans la région de Sidi-Bel-Abbès est suspecté d'opérer en vue de capturer et de commercialiser ces oiseaux dans un gros marché du centre du pays et même hors des frontières.

Il y a lieu de noter que le chardonneret mâle est en voie d'extinction et que s'il est accouplé à un canari femelle, cela donne un hybride, «le milou» une espèce très rare, stérile, et très jolie pour orner les cages d'oiseaux. Le chardonneret est cédé entre 4 000 et 5 000 DA et le milou entre 5 000 et 6 000 DA. C'est pourquoi c'est dans la nature que des personnes ont trouvé un crâneau juteux et ainsi tout un réseau se serait organisé pour sa commercialisation.

Pour contrer ce trafic, la conservation des forêts de Sidi-Bel-Abbès et celles d'autres wilayas de l'ouest et les services de sécurité mènent conjointement une opération pour protéger l'espèce et favoriser sa reproduction, en empêchant son évocation forcée vers d'autres régions ou d'autres pays.

A. M.

## TIARET

## Le wali menace de dissoudre trois APC

Dans une rencontre avec les élus des assemblées communales populaires de Sidi-Bakhti, Si-Abdelghani et Mahdia, qui connaissent une crise jusque-là sans issue en raison de la non-constitution de leur exécutif et le rétablissement de l'ordre, le wali de Tiaret, M. Merad Ibrahim, a exhorté les concernés d'opter pour le dialogue et de placer l'intérêt du citoyen au-dessus des intérêts de personnes, à défaut, dira-t-il, il sera à même de procéder à leur dissolution comme le stipule la loi.

Poursuivant son intervention, le chef de l'exécutif de la wilaya a laissé entendre que ce genre de situation dévoile clairement les intentions des uns et des autres parmi les élus à n'être là que pour leurs affaires au détriment des intérêts de la commune dont plusieurs sont en proie à des problèmes et par conséquent en quête d'un meilleur essor en matière de développement. A ce titre, le wali de Tiaret n'a pas été sans réitérer que l'administration est loin de cautionner le genre de blocage qui sévit au niveau de ces instances, censés pourtant assumer leur noble mission qui est d'être au service de la population et de veiller à la continuité de la stratégie de développement lancée au titre des différents programmes dont a bénéficié la wilaya dans pratiquement tous les secteurs afin d'offrir un meilleur cadre de vie à la région. Enfin, en guise de conclusion, M. Ibrahim Merad a averti l'ensemble des élus à assumer leurs responsabilités quant au dénouement, dans les meilleurs délais, de cet imbroglio ou d'en subir les conséquences. Nous y reviendrons.

Mourad Benameur

## BOUIRA

## Incendie dans un magasin de la cité universitaire

Avant-hier, aux environs de 20h, un incendie s'est déclaré au niveau du magasin de literie de la cité universitaire garçons, située dans le quartier des 140 Logements de Bouira.

L'incendie, causé par un court-circuit, a nécessité plus de trois heures d'intervention des éléments de la Protection civile pour le maîtriser alors qu'auparavant, c'est-à-dire avant leur arrivée, un agent de sécurité de la cité a été brûlé à différents endroits du corps en essayant d'éteindre le feu.

Côté matériel, on indique que pratiquement toute la literie (matelas, couvertures, draps et oreillers) qui se trouvait dans l'entrepôt est partie en fumée.

Une enquête a été ouverte par les éléments de la sûreté urbaine pour déterminer l'origine de cet incendie causé il est vrai par un court-circuit mais que les mauvaises langues attribuent à un acte délibéré pour camoufler un vol au niveau de ce magasin.

Y. Y.

## RETOUR DE LA POPULATION DE OUED LABTAL À MASCARA

## Un exemple de mise en œuvre du PPDR

**Pour une population estimée à 750 000 habitants environ, celle vivant en milieu rural dans la wilaya de Mascara est estimée à 53%, localisée dans les zones de Aouf Béni Chougrane d'une part et la plaine de Habra et Sig d'autre part.**

À l'instar de Djebailia où il s'était rendu dans la daïra de Bouhanifia lors de sa précédente visite et où il eut à tater le poulx des citoyens en terme

d'aspiration au retour et prédispositions à s'intégrer au programme du renouveau rural, M. Rachid Benaïssa fera cette fois-ci une virée par les monts Timixi dans la daïra de Oued El Abtal. Les localités visitées que sont Gaâdine et Mhada constituent manifestement un exemple-type de terres abandonnées à l'instar de Zemaâcha du côté de Stamboul et où il s'est avéré nécessaire d'accompagner les différentes actions entreprises par les citoyens par une démarche cohérente pour les convaincre à réoccuper les terres d'abord et à s'inscrire à ces différents programmes qui

sont soumis au préalable à une cellule chargée par ailleurs d'informer les citoyens de ce qu'on leur propose et de ce qu'il est attendu d'eux.

À la lecture de ce qui a été dit par le ministre délégué chargé du Développement rural, l'on passe du citoyen assisté à celui d'acteur dans le développement, qui sera accompagné par des mesures liées par exemple à l'habitat rural comme les réalisations hydrauliques, les forêts, l'éducation ou la santé. Après avoir pris langue avec des habitants de la contrée qui mettront en exergue ce qui a été réalisé tout en faisant état de certaines

doléances, M. Benaïssa conviendra qu'après des enquêtes ou synthèses de rencontres avec la population l'on butera quelque part sur un problème de communication qui, une fois résolu lèvera toutes les ambiguïtés en ce qui concerne les conditions d'accès au programme de proximité du développement rural intégré (PPDR). Timixi aura ainsi tracé la voie à suivre pour les autres citoyens de la wilaya en terme de retour et de stabilisation de la population.

Pour ne citer que Gaâdine et Mhada et le reste des monts Timixis, ils se verront allouer la bagatelle de 15 milliards de centimes dans le cadre du PPDR. Sur un montant global de 1,9 milliard de centimes pour l'ensemble du territoire de la wilaya où 24 projets ont déjà été approuvés par le comité de wilaya et concernent 15 communes où 10760 habitants en seront bénéficiaires, le nombre d'actions inscrites dans les différents secteurs de développement est de 161.

M. Meddeber

M. M.

## Des troupeaux de moutons en ville

Des voix s'élèvent de plus en plus dans la ville de Mascara pour dénoncer une situation qui perdure. En 2008, des troupeaux de moutons transitent quotidiennement par la ville, s'installent dans les quartiers même si les services communaux ont entrepris des actions sporadiques. Il y a comme une impuissance quelque part à enrayer ce phénomène.

Pis encore, des cimetières sont devenus des pâturages. Les préoccupations des élus sont peut-être ailleurs pour ce qui est du bien-être du citoyen, de la salubrité ou de l'hygiène à Mascara. Il faudra peut-être repasser.

## MILA

## Démantèlement d'un réseau spécialisé dans le vol de véhicules

**Des investigations poussées et soigneusement menées ont permis aux services de police judiciaire (PJ), relevant de la Sûreté de daïra de Tadjanet, de neutraliser au courant de la semaine écoulée un réseau de malfaiteurs.**

Ce dernier était spécialisé dans le vol et le démembrement des véhicules volés, qu'il écoulait par la suite sur le marché de la pièce de rechange usagée.

Le coup de filet, minutieusement préparé, a permis l'arrestation d'un premier mis

en cause qui a orienté les éléments de la PJ vers un garage où le pot aux roses a été découvert puisque pas moins de 10 véhicules volés ont été trouvés, dont seulement 2 encore en l'état, à savoir, une Renault 19 immatriculée à Bordj-Bou-Arréridj et une Peugeot Partner à Constantine (Khroub).

Les 8 autres ont déjà été démembrés, il s'agit de 4 Clio ancien modèle, 1 Clio Classique, 1 Mégane, 1 Mégane «casquette» et une Peugeot 306. Un lot d'outillage et de pièces détachées, dont une tronçonneuse ont été récupérés sur place, ainsi que 4 balles de kalachnikov trouvées dans l'un

des véhicules et 4 cartes grises dont 1 falsifiée. L'opération a permis l'arrestation de 3 individus qui ont été immédiatement écroués après leur présentation devant le procureur de la République de Chelghoum-Laid, territorialement compétent. Le 4<sup>e</sup> se trouvait déjà en prison au moment des faits, tandis que 4 autres sont activement recherchés pour être identifiés. A signaler que 7 de ces délinquants résident à Tadjanet, alors que le 8<sup>e</sup> habite à Oum-Ei-Bouaghi et qu'au moins la moitié active dans le commerce de la pièce de rechange.

A. M'haimoud